

Monsieur l'Attorney General Eric H. Holder  
U.S. Department of Justice

jeudi 5 mars 2009

950 Pennsylvania Avenue, N.W  
Washington, D. C 20530-0001

Monsieur,

Vous recevrez ma lettre probablement accompagnée de nombreuses cartes demandant la libération des cinq Cubains Fernando Gonzalez , Antonio Guerrero, Gerardo Hernandez,, Ramòn Labañino et René Gonzalez , et le droit de visite des épouses de Gerardo Hernando et René Gonzalez.

Dans ma petite ville de Monein, au pied des Pyrénées, c'est une centaine de cartes qui ont été envoyées au Président Obama en février dernier demandant la libération de ces cinq Cubains. Si on considère que sur chaque carte il y a quatre ou cinq signatures, cette libération est un souhait de plus de 10% de la population .Ce n'est pas rien ! Le simple fait de connaître l'histoire de ces cinq hommes et de les savoir toujours emprisonnés scandalise les citoyens de Monein, comme elle scandalise les personnes qui en sont informées partout dans le monde.

Le problème aux Etats-Unis est le silence qui a été fait sur cette affaire par les gouvernements qui se sont succédés, et ce, pendant près de dix ans.

Sans le travail en profondeur de quelques citoyens des Etats-Unis épris de justice qui n'ont pas hésité à ramer à contre courant pendant des années, le mur du silence ne se serait jamais fissuré. La connaissance de cette incroyable imposture juridique ne serait pas en train de faire tâche d'huile dans le monde entier.

Durant la présidence de George Bush en particulier, les mafieux de la société cubano -américaine de Floride ont été protégés .Il était particulièrement choquant de voir le terroriste Orlando Bosch trôner aux côtés de ce président lors de son dernier passage à Miami.

Il était aussi choquant de voir le criminel Luis Posada Carriles parader au milieu de la fine fleur de la faune mafieuse de Miami lors d'un banquet en son honneur le 2 mai 2008.

On croît rêver quand on entend un terroriste comme Rodolfo Fromenta, chef des commandos F-4 , oser faire une campagne sur les ondes de « Radio Mambi » afin de récolter des fonds et recruter des mercenaires pour monter des sabotages contre Cuba (du 28 février au 2 mars 2008).

Je pourrais continuer longtemps, parler de Santiago Alvarez, de Oswaldo Mitat, de Roberto Ferro, de José Antonio Llamas, alias Toñin, des archives de la CIA « bijoux de famille » etc.

A travers tout ceci, on comprend le bien-fondé du travail d'infiltration de nos cinq cubains pour protéger leur pays des attentats terroristes. On ne peut que se poser des questions sur le sens de la sentence de la juge Lenard, quand elle précise à propos de René Gonzalez et d'Antonio Guerrero (je traduis) *« comme une condition spéciale additionnelle pour la liberté surveillée, il est interdit à l'accusé de*

*s'associer ou de visiter des lieux spécifiques dont on sait qu'ils sont fréquentés par des individus ou des groupes tels que des terroristes, des membres d'organisations prônant la violence, ou des personnes associées aux crimes organisés. »*

Doit-on comprendre que ces deux hommes qui sont aussi citoyens des Etats-Unis ne doivent pas entraver les menées des groupes terroristes ?

Voir que l'homme qui a fait arrêter les cinq Cubains n'est autre qu' Hector Pesquera, celui-là même qui, en août 1993 a donné l'ordre de passer à la broyeuse le dossier de Luis Posada Carriles fait froid dans le dos.

Pour terminer, je citerai Ana Belen Montes. Cette femme était haut cadre à la DIA (défense intelligence service), elle sait de quoi elle parle en matière de politique hostile de son pays envers Cuba. Arrêtée en 2001 pour activités d'espionnage au bénéfice de Cuba, elle a déclaré après avoir eu connaissance de sa condamnation : (je traduis) « ... *Votre honneur, je suis devant vous aujourd'hui pour une activité à laquelle je me suis livrée parce que j'ai obéi à ma conscience plutôt qu'à la loi. Je crois que la politique de notre gouvernement vis-à-vis de Cuba est cruelle et injuste, profondément agressive, et je me suis sentie moralement dans l'obligation d'aider l'île à se défendre contre nos efforts de lui imposer nos valeurs et notre système politique. Nous avons fait preuve d'intolérance et de mépris à l'égard de Cuba depuis plus de 40 ans. Nous n'avons jamais respecté le droit pour Cuba de choisir sa propre voie vers ses propres idéaux d'égalité et de justice. Je ne comprends pas pourquoi nous devons continuer à dicter aux Cubains comment ils doivent choisir leurs dirigeants ... Mon plus grand désir est de voir des relations amicales s'établir entre les Etats-Unis et Cuba. J'espère que mon cas contribuera d'une certaine manière à encourager notre gouvernement à abandonner sa politique hostile envers Cuba et à collaborer dans un esprit de tolérance, de respect mutuel, de compréhension... »*

Votre pays vient de changer de gouvernement, j'espère, comme cette femme, voir votre nouveau gouvernement mener une politique qui reconnaîtra que Cuba , comme toute autre nation, demande à être traitée avec dignité, et non pas par le mépris.

J'ai confiance qu'il en sera ainsi, et que les cinq Cubains qui n'ont fait autre chose que défendre ces valeurs seront libérés sans plus attendre.

Croyez, Monsieur l'Attorney General, à mes sentiments humanistes les plus sincères.

Jacqueline Roussie

Quartier Castet

64360 MONEIN(France )

Copies à : Monsieur le Président Obama, Mesdames Hillary Clinton, Nancy Pelosi, Messieurs Harry Reid, et L'ambassadeur des USA en France